

**Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - *Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side***  
**Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ■ ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - *Whichever option is used, shade box(es) like this ■, date and sign at the bottom of the form***

**JE DÉSIRE ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE** et demander une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / *I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING and request an admission card: date and sign at the bottom of the form*

## OMER - DECUGIS & CIE

Société anonyme au capital de 8 594 383 €  
 Siège social :  
 1 place Paul Omer-Decugis, BP 70131- 94538 Rungis  
 539 616 672 RCS Créteil

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE

7 Mars 2024 à 11H00  
 COMBINED SHAREHOLDERS MEETING  
 March 7, 2024 at 11.00 a.m.  
 dans les locaux de/At  
 SEMMARIS, 1 Rue de la Tour, 94150 Rungis

**JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**  
 Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote **OUI** à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration

ou le Directoire ou la Gérance, à l'**EXCEPTION** de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■  
 l'une des cases "Non" ou "Abstention". / I vote **YES** all the draft resolutions approved by the Board  
 of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box, like this ■, for which I vote No or I abstain.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	A	B
<b>Non / No</b>	<input type="checkbox"/>											
<b>Abs.</b>	<input type="checkbox"/>											
<b>11</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	
<b>Non / No</b>	<input type="checkbox"/>											
<b>Abs.</b>	<input type="checkbox"/>											
<b>21</b>	<b>22</b>	<b>23</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>26</b>	<b>27</b>	<b>28</b>	<b>29</b>	<b>30</b>	<b>E</b>	<b>F</b>	
<b>Non / No</b>	<input type="checkbox"/>											
<b>Abs.</b>	<input type="checkbox"/>											
<b>31</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	<b>35</b>	<b>36</b>	<b>37</b>	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>40</b>	<b>G</b>	<b>H</b>	
<b>Non / No</b>	<input type="checkbox"/>											
<b>Abs.</b>	<input type="checkbox"/>											
<b>41</b>	<b>42</b>	<b>43</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>46</b>	<b>47</b>	<b>48</b>	<b>49</b>	<b>50</b>	<b>J</b>	<b>K</b>	
<b>Non / No</b>	<input type="checkbox"/>											
<b>Abs.</b>	<input type="checkbox"/>											

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentées en assemblée, je vote **NON** sauf si je signe un autre choix en noircissant la case correspondante :  
 In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting, I vote **NO** unless I indicate another choice by shading the corresponding box:  
 - Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale, // appoint the Chairman of the general meeting.....  
 - Je m'abstiens. // abstain from voting .....  
 - Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom .....  
 / appoin [see reverse (4)] Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf .....  
 Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard :  
 To be considered, this completed form must be returned no later than:  
 sur 2<sup>e</sup> convocation / on 2nd notification

à la banque / to the bank  
 à la société / to the company  
 04/03/2024  
**CIC par e-mail : serviceproxy@cic.fr**

Date & Signature \_\_\_\_\_

<b>CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY</b>		
Identifiant - Account	<input type="checkbox"/> Nominal Number of shares	<input type="checkbox"/> Vote simple Single vote
	<input type="checkbox"/> Registered Porteur Bearer	<input type="checkbox"/> Vote double Double vote
Nombre de voix - Number of voting rights		

<b>JE DONNE POUVOIR À LA PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b> cf. au verso (3)		
<input type="checkbox"/>	<b>I HEREBY APPOINT:</b> See reverse (4) to represent me at the above mentioned Meeting	
M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name		
Adresse / Address		

**ATTENTION :** Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être valid only if they are directly returned to your bank.

**CAUTION:** As for bearer shares, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées, à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)  
*Surname, first name, address of the shareholder (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no changes can be made using this proxy form). See reverse (1)*

“ Si le formulaire est renvoyé daté et signé mais qu'aucun choix n'est coché (carte d'admission / vote par correspondance / pouvoir au président / pouvoir au mandataire), cela vaut automatiquement pouvoir au Président de l'assemblée générale ”  
 “ If the form is returned dated and signed but no choice is checked (admission card / postal vote / power of attorney to the President / power of attorney to a mandatary), this automatically applies as a proxy to the Chairman of the General Meeting ”

## CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

### (3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait):  
"Pour toute incurred d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant."

### (4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉSIGNÉE

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait):  
"Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix :  
1. lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociations soumis aux dispositions du code de l'article L. 432-3 du code monétaire et financier dans les conditions prévues par le règlement général des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient;

II. Le mandant ainsi que, le cas échéant, sa révocation, sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.  
III. Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-107 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.

Cette consultation est obligatoire lorsque les statuts ayant été modifiés en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprises détenu des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-1.

Sous réserve de l'application des dispositions des alinéas précédents, sont réputées non écrites."

Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites."

"Article L. 225-106-1 du Code de Commerce.

"Lorsque, dans les cas vénus aux troisième et quatrième alinéas du de l'article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier pourra suivre un intérêt autre que le sien.

-sortie voter "Non";

-sortie voter "Oui" voté exprimé par défaut pour les projets de résolutions référencés au根基;

-sortie voter "Abstain";

-sortie voter "Non";

-sortie voter "Oui" voté exprimé par défaut en l'absence d'un autre choix;

2. pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée générale, absente ou pourvoir à une personne dénommée en hors-séance la case correspondant à votre choix.

Les informations à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent document sont nécessaires à l'exécution de vos instructions de vote.

Vous disposez d'un certain nombre de droits concernant vos données (accès, rectification, etc.). Ces droits peuvent être exercés auprès de votre teneur de compte aux coordonnées indiquées par ce dernier.

## FORM TERMS AND CONDITIONS

### (3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait):

"In case of any power of representation given by a shareholder without naming a proxy, the chairman of the general meeting shall receive a vote in favor of adopting draft resolutions submitted or approved by the Board of Directors or Management Board, as the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions, to issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal."

### (4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait):

"1. A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with.

He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice:

1° When the shares are admitted to trading on a regulated market;

2° When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility which is subject to the provisions of the paragraph II of the article L. 332-5 of the Code monétaire et financier as provided by the general regulation issued by the Autorité des marchés financiers (French Financial Markets Regulatory Authority), included on a list issued by the AMF.

subject to the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association.

II. The proxy as well as its dismissal as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil whenever option is used:

The signatory should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided e.g. a legal guardian: (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form).

If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legitimacy's behalf.

If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy.

The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (art. R. 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).

The text of the resolutions is in the notification which is sent with this proxy (article R. 225-51 du Code de Commerce).

Please do not use "vote" or "hereby appoint" (article R. 225-83 du Code de Commerce).

A guide relating to the general meetings processing, including an interpretation grid of this proxy form, is available on the AFPI website at: [www.afpi-associf.com](http://www.afpi-associf.com).

The French version of this document governs; The English translation is for convenience only.

### (2) POSTAL VOTING FORM

Article L. 225-107 du Code de Commerce (extrait):

"Any shareholder may vote by post, using a form a wording of which shall be fixed by a decree approved by the Conseil d'Etat. Any provisions to the contrary contained in the memorandum and articles of association shall be deemed non-existent."

When calculating the quorum, only forms received by the company before the meeting shall be taken into account, on conditions to be laid down by a decree approved by the Conseil d'Etat. The forms giving no voting direction or indicating abstention shall not be considered as votes cast.

The majority required for the adoption of the general meeting's decisions shall be determined on the basis of the votes cast by the shareholder present or represented. The votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or spoil ballot paper (articles L. 225-96 and L. 225-86 du Code de Commerce and, for the companies which have adopted the statute of European company, articles 57 and 58 of the Council Regulation (EC) n°2157/2001 on the statute for a European company).

If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document: "I vote by post".

1. In such event, please comply for each resolution the following instructions by shading boxes of your choice:

-either vote "Yes" (in absence of choice, vote expressed by default for the approved draft resolutions),

-on vote "No",

-on vote "Abstention" by shading boxes of your choice.

Personal data included in this form are necessary for the execution of your voting instructions. You have certain minimum rights regarding your data (access, correction...). These rights may be exercised using the contact details provided by your custodian.

Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, à personne pour le compte de laquelle il agit.

1° Contrôle, au sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;  
2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-2 ;  
3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;  
4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société au sens de l'article L. 233-3.

Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°. Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut de prendre confirmation expresse du mandant, celui-ci est caduc.

La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."

Article L. 225-106-2 du Code de commerce.

"Toute personne qui procèle à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procurato pour les représenter à l'ensemble d'une société mentionnée aux troisème et quatrième alinéas de l'article L. 225-106, rend publique sa politique de vote.

Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle peut également faire publication de ses instructions de vote, une confirmation aux intentions de vote ainsi rendues publiques. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."

Article L. 225-106-3 du Code de commerce

"Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, privier le mandataire la droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire.

Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non-respect des dispositions de l'article L. 225-106-2."

This information relates in particular to the event that the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts:

1° Contrôle, within the meaning of article L. 233-3, the company whose general meeting has to meet;

2° Is member of the management board, administration or supervisory board of the company or a person which

controls it within the meaning of the article L. 233-3;

3° Is employed by the company or a person which controls it within the meaning of article L. 233-3;

4° Is controlled or carries out one of the functions mentioned with the 2° or the 3° in a person or an entity

controlled by a person who controls the company, within the meaning of the article L. 233-3.

This information is also delivered when a family lie exists between the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts:

1° Control, within the meaning of article L. 233-3, the company whose general meeting has to meet;

2° As member of the management board, administration or supervisory board of the company or a person which

controls it within the meaning of the article L. 233-3;

3° Is employed by the company or a person which controls it within the meaning of article L. 233-3;

4° Is controlled or carries out one of the functions mentioned with the 2° or the 3° in a person or an entity

controlled by a person who controls the company, within the meaning of the article L. 233-3.

This information is also delivered when the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts:

"Any person who procèle to an active request of proxy, while proposing directly or indirectly to one or more shareholders, under any form and by any means, to receive proxy to represent them at the general meeting of a company mentioned with the third and fourth subparagraphs of the article L. 225-106-2, shall release its voting intentions.

When during the proxy, one of the events mentioned in the preceding subparagraphs occurs, the proxy informs without delay his constituent. Failing by the latter to confirm explicitly the proxy, this one is null and void.

The termination of the proxy is notified without delay by the proxy to the company.

The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree."

Article L. 225-106-2 du Code de commerce

"Any person who procèle to an active request of proxy, while proposing directly or indirectly to one or more

shareholders, under any form and by any means, to receive proxy to represent them at the general meeting of a company

procédures, within the meaning of article L. 225-106-2, shall release its voting intentions.

The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree."

Article L. 225-106-3 du Code de commerce

"The commercial court of which the company's head office falls under can, at the request of the right to take part in this capacity to any general meeting of the relevant company in the event of non-compliance with mandatory information envisaged from the third to seventh paragraphs of article L. 225-106-1 or with the provisions of article L. 225-106-2. The court can decide the publication of this decision at the expenses of the proxy.

The court can impose the same sanctions towards the proxy in the event of non-compliance of the provisions of article L. 225-106-2."